Candidature pour le Prix de Thèse sur la Ville 2020

Résumé de la thèse

Céline Véniat (sociologie, CEMS – EHESS)

Se faire un *platz* dans la ville : Pratiques d'habitat informel, expériences de l'accès aux droits et mobilisations de familles roumaines vivant en bidonville

A partir d'une enquête ethnographique menée dans différents bidonvilles en région parisienne, ma thèse décrit les pratiques d'habitat informel, l'expérience de l'accès aux droits et les mobilisations des familles roumaines vivant en bidonville. La première partie porte sur les pratiques d'appropriation et de récupération dans la ville et sur l'expérience de l'habitat des familles vivant en bidonville. La deuxième partie est consacrée à leur parcours d'accès aux droits, en particulier la scolarisation et la santé, et aux pratiques discriminatoires qu'elles rencontrent. La troisième partie se concentre sur les pratiques de mobilisations mises en œuvre par les familles, et les acteurs qui les soutiennent, dans les espaces politiques, médiatiques et judiciaires pour défendre leur lieu de vie.

Introduction: Expérimentation ethnographique et maturation théorique

Dans le cadre de ma thèse, j'ai mené une enquête ethnographique auprès de familles roumaines vivant dans différents bidonvilles de la région parisienne et auprès des acteurs associatifs engagés à leur côté. J'ai d'abord mené une activité de soutien scolaire auprès des enfants d'un *platz* (terme utilisé par les familles roms pour désigner leur lieu de vie), puis j'ai participé aux mobilisations d'un collectif de soutien, et enfin je me suis engagée comme médiatrice bénévole dans une association. Cette triple entrée comme maîtresse, militante et médiatrice m'a permis de m'immerger dans la perspective des familles et des acteurs associatifs et de balayer différentes thématiques en lien avec la vie quotidienne des habitants des *platz*. A partir de ces trois terrains, j'ai choisi de dérouler une écriture thématique autour des pratiques d'appropriation de la ville et de l'expérience de l'habitat informel, puis des parcours d'accès à la scolarisation et à la santé des familles et enfin des activités de mobilisation des habitants et de leurs soutiens.

Avant de dérouler ces trois axes thématiques, je reviendrai brièvement sur mon cheminement méthodologique et scientifique dans l'enquête et sur l'articulation entre mon expérimentation sensible de l'ethnographie et la maturation progressive de mon écriture sociologique. Mon implication sur le terrain dépasse la posture d'observation participante, et ma présence s'est davantage ancrée dans une activité de participation observatrice. Cette posture d'enquête valorise une conception rigoureuse de

l'ethnographie comme expérience incarnée et partagée avec les acteurs qui s'inspire de la sociologie de Chicago et de l'anthropologie. C'est ma présence et mon engagement dans la situation qui me permettent de produire des descriptions ancrées dans une compréhension des pratiques et des discours et de donner à voir des actions et des processus en train de se jouer, et qui ne pourraient pas être saisis avec autant de finesse et de densité par la collecte d'entretiens directifs ou de données statistiques à posteriori. Cette expérimentation de l'enquête et de l'immersion avec les acteurs m'a conduite à opérer un basculement théorique et politique au cours de la thèse et à mettre à distance la seule lecture en termes de domination et de vulnérabilité. Tout en conservant une posture de dénonciation et de contestation, je me suis engagée dans une description sensible du vécu des familles et de leurs expériences des discriminations et des mobilisations en vue de valoriser leurs pratiques de résistance. Dans le passage à l'écriture j'ai choisi de donner à voir des descriptions denses et incarnées des expériences vécues avec les familles et les acteurs associatifs avec le souci de conserver les perceptions situées des acteurs en vue de les faire partager au lecteur. L'enjeu de l'écriture a été à la fois de porter fidèlement le témoignage des acteurs en conservant le plus possible leur parole et leur regard, et de fournir une démonstration scientifique en étayant mon analyse de données empiriques collectées à la première personne et sur une longue période. Le choix d'adopter un format de récit naturaliste et de l'intérieur a également pour ambition de laisser libre cours à la sensibilité du lecteur, de lui laisser une marge d'interprétation et de susciter une réaction sensible face aux situations décrites pour qu'il fasse lui aussi l'expérience de l'ethnographie.

Dans le développement suivant je m'attacherai à démontrer l'apport de ma thèse aux trois principaux domaines de la sociologie dans lesquels elle s'inscrit : l'anthropologie de la ville et de l'habitat précaire, l'ethnographie des discriminations et de l'accès aux droits, et la sociologie des mobilisations.

1. Une contribution à l'anthropologie de l'habitat et des circulations dans la ville

Ma thèse documente empiriquement l'expérience de la vie quotidienne dans les *platz* en montrant la diversité des activités et des relations qui y prennent place. La baraque constitue un espace habité dans lequel chaque famille s'aménage un chez-soi en soignant son intérieur au gré des tournées de récupération et se ménage un lieu protégé de l'extérieur dans lequel se nouent des relations de sociabilité ordinaire. Pour construire leurs baraques, les habitants utilisent principalement des matériaux (planches, palettes, portes) récupérés sur les trottoirs ou sur les chantiers, affirmant ainsi une forme d'appropriation des objets délaissés par les citadins dans l'espace public. Les femmes vont s'ingénier à chiner des meubles, tissus et objets de décoration pour rendre confortable et esthétique leur habitat. L'intérieur de la baraque est aménagé de manière à allier l'utile et l'esthétique, à la fois rentabiliser les usages de l'espace et soigner la décoration pour en faire un lieu de vie chaleureux et

approprié. Du fait de leur précarité résidentielle et de la menace d'expulsion, les habitants adaptent également leur manière d'organiser l'espace et de ranger les objets afin de pouvoir déménager rapidement en cas d'évacuation du *platz*.

La présence quotidienne de membres de la famille dans la baraque manifeste une sociabilité familiale ordinaire marquée par les discussions et commérages et la préparation commune des repas. Les tâches domestiques occupent une bonne partie des journées obéissant à une répartition genrée avec d'un côté les femmes en charge du ménage, de la cuisine et du soin aux enfants, et de l'autre les hommes qui s'attellent aux travaux de réparation et de récupération des matériaux. Les espaces extérieurs sont mobilisés pour ces différentes activités s'inscrivant ainsi dans une sociabilité de l'allée que l'on retrouve dans la majorité des bidonvilles. Mon enquête s'attache à montrer l'ordinarité de la vie familiale dans la baraque, la préparation et le partage des repas, les moments de détente et d'allégresse, les disputes et les galères, les commérages et les moqueries. Elle décrit également les relations entre voisins du *platz*, la circulation entre les baraques, la mise en commun des espaces (allées et cour) pour les activités de travail, mais aussi les tensions et les embrouilles en lien avec la promiscuité et les contraintes du lieu. Une de mes ambitions est ainsi de montrer que la vie dans un *platz* n'est pas si différente de la vie quotidienne dans un logement plus classique et de mettre à distance la lecture culturaliste et misérabiliste souvent assignée aux habitants des bidonvilles.

Le *platz* peut être décrit à la fois comme un lieu de sociabilité et de débrouille mais aussi comme une forme d'appropriation de la ville en lien avec le déploiement de compétences citadines. Pour installer leur lieu de vie, les habitants vont mobiliser des compétences de repérage, de circulation, de discrétion, de construction, et mettre à profit la disponibilité de terrains vacants en marge de la ville bâtie et planifiée pour installer leurs baraques. Les habitants vont procéder par tâtonnement en alternant occupation, expulsion, errance et réinstallation et privilégier une stratégie d'invisibilisation en s'installant dans des lieux relégués comme le bord des voies ferrées ou des autoroutes et près des zones industrielles ou des déchetteries. Malgré cette inscription dans une temporalité du provisoire et de l'opportunité, les habitants adoptent une forme de circularité locale en se réinstallant le plus souvent dans les mêmes villes, et parfois sur les mêmes terrains, du fait de leurs habitudes en matière de fréquentation des centres de santé et des écoles et de tournées de récupération des poubelles. Ils vont ainsi concilier pratiques d'occupation et de récupération de/dans la ville pour s'aménager un espace approprié, au sens d'une propriété spatiale, certes provisoire et illégale, et aussi au sens de se faire un chez-soi et de rendre propre. Mon enquête donne à voir également les relations et tensions avec le voisinage et le quartier en ancrant la description dans un contexte socio-spatial marqué par une concentration de populations précarisées et par une présence ancienne de bidonvilles dans les villes concernées.

L'ambition de la thèse est à la fois de dénoncer la précarité résidentielle des familles roms et les contraintes du *platz*, mais aussi de mettre en avant les pratiques d'adaptation et de résistance des habitants face à la politique d'expulsion systématique des bidonvilles. Les pratiques d'occupation de la ville et d'aménagement des bidonvilles des familles roms s'inscrivent dans une volonté de faire reconnaître le *platz* comme un espace habité et incorporé à la ville. Cette affirmation d'une inscription territoriale est mise en avant dans le plaidoyer des associations pour une amélioration des conditions sanitaires et dans la plaidoirie des avocats lors des recours contre les expulsions. La nécessité de fournir une domiciliation reconnue revient de manière récurrente dans les relations avec les administrations pour accéder à des droits comme la scolarisation et l'accès à la santé.

2. Une description incarnée et complexe de l'expérience des discriminations

A partir d'observations collectées durant mon activité de soutien scolaire dans les bidonvilles, mon enquête permet de donner à entendre l'expérience quotidienne de l'école et du racisme ordinaire rapportée par les enfants dans leurs relations avec les autres élèves. Les enfants catégorisés ici comme gitans ou roumains subissent des moqueries à propos de leurs vêtements et des insultes en lien avec leur origine ou l'activité de leur famille. La catégorisation produite par les autres élèves associe plusieurs critères d'altérité mêlant la nationalité, l'appartenance ethnique supposée et l'activité de mendicité des parents ou la saleté associée à la vie en bidonville. Cette expérience du racisme à l'école peut être perçue comme une transposition des représentations associées aux familles roms vivant en bidonville communément admises dans l'opinion et alimentées par le discours politique et médiatique. Ce procédé d'altérisation dans le discours des élèves est redoublé par un traitement différencié des enfants roms dans le fonctionnement de l'institution scolaire qui tend à leur assigner une place particulière du fait de leur non maîtrise du français, de leur arrivée tardive dans l'année scolaire ou de leur précarité résidentielle. Outre la récurrence des expulsions qui fragilisent le parcours scolaire et éloignent les enfants de leur école, on insistera sur la difficulté de justifier d'une résidence reconnue par la mairie pour inscrire les enfants à l'école.

A partir de séquences d'observations au guichet des inscriptions et lors de réunions avec les responsables de l'enseignement, ma thèse décrit également le processus discriminatoire à l'œuvre dans les relations avec les mairies. Dans le discours des responsables de l'enseignement les enfants roms vivant en bidonville sont le plus souvent catégorisés comme des enfants sans domicile. Le principal obstacle à l'accès à l'école réside dans la difficulté à faire reconnaître le bidonville comme un lieu de résidence et à procurer un justificatif de domicile reconnu par les municipalités. Mon enquête apporte un éclairage sur la manière dont les acteurs associatifs mobilisent le droit en situation pour contester cette pratique jugée discriminatoire. Elle montre également comment les contraintes

organisationnelles des administrations et des associations tendent à accentuer ce processus discriminatoire, notamment en freinant l'activité de délibération en vue de modifier la règle. Cette approche multi-située et soucieuse de partir des catégorisations produites par les acteurs permet d'appréhender le processus discriminatoire comme une expérience complexe, diffuse, pas toujours imputable à un acteur bien déterminé ou liée à un critère immédiatement observable. Si mon enquête décrit le processus discriminatoire sous un angle situationnel et interactionnel en faisant la part belle à l'expérience singulière et située du traitement discriminatoire, elle tente de l'articuler avec des pratiques de catégorisation et d'assignation inscrites dans un système de politiques discriminatoires.

Concernant l'accès à la santé, le suivi du parcours d'accès aux soins des familles, et notamment des femmes, donne à voir également une imbrication entre les pratiques discrétionnaires des agents et des soignants et des mécanismes de discrimination plus systémiques. En partant de mon activité de médiatrice au sein d'une association qui favorise l'accès à la santé des familles roms vivant en bidonville, mon enquête décrit les démarches effectuées et les difficultés rencontrées par les familles en lien avec leur précarité résidentielle et la difficulté de justifier d'une résidence, et aussi du fait du mauvais accueil et du traitement discriminatoire dans les lieux de soins. Elle documente également les expériences de réception des familles dans leurs relations avec les acteurs associatifs, leur mise à distance du discours normatif des soignants, les pratiques qu'elles valorisent pour bénéficier de l'aide et les formes de contestation qu'elles expriment. Par leur expérimentation de l'accès aux soins, les familles se constituent un répertoire informel de lieux de soins vers lesquels elles prendront l'habitude de se rendre du fait de l'accueil favorable qui leur est réservé.

Une partie du chapitre sur la santé se concentre sur le parcours d'une jeune femme roumaine qui a connu plusieurs expulsions durant sa grossesse et dont les enfants ont subi diverses pathologies importantes. Ce cas fréquemment évoqué par les membres de l'association s'inscrit à la fois dans un engagement durable de suivi médical avec la famille et aussi dans un souci de témoigner des difficultés d'accès à la santé en le transposant en élément de plaidoyer. Le récit du parcours de santé de cette femme enceinte donne l'occasion de décrire les effets des expulsions répétées qui entraînent à la fois une majoration des risques liés à la grossesse et une rupture du suivi de santé, mais aussi du côté de l'association une remise en cause du travail de médiation et de partenariat avec les acteurs locaux de la santé et de l'action sociale. Enfin, cette partie permet de décrire également les relations de coopération et de concurrence entre les associations engagées dans l'accompagnement des habitants des bidonvilles. Si celles-ci s'entendent sur des pratiques d'orientation des familles en lien avec les compétences de chacune, les négociations autour de la priorisation des demandes peuvent faire l'objet de tensions. Par ailleurs certains militants expriment un ressentiment à l'égard des acteurs

salariés pointant une partition entre statut d'emploi et degré d'engagement qui va se retrouver dans les échanges concernant les formes de mobilisation à mener au moment des expulsions.

3. Un apport empirique et méthodologique à la sociologie des mobilisations

A partir de la description dense d'une mobilisation suite à l'annonce d'une expulsion ma thèse décrit comment les familles menacées d'expulsion se mobilisent en justice, en public et en coulisses pour défendre leur droit à la ville. Les habitants et leurs soutiens vont d'abord s'engager dans l'espace judiciaire pour défendre le droit de rester dans le *platz* en procédant à un recours en référé contre la demande d'expulsion du propriétaire. Après le passage de l'huissier ou de la police pour notifier la plainte du propriétaire, les habitants contactent un avocat et constituent un dossier de demande d'aide juridictionnelle pour le rémunérer. Avec la complicité des acteurs associatifs, ils collectent des preuves de leurs démarches d'insertion et de leur attachement au territoire, comme des certificats de scolarité attestant d'une scolarisation régulière des enfants, des attestations d'inscription à un cours de français et des attestations de suivi médical et social délivrées par les associations. Les avocats collectent des photos du bidonville et des baraques pour valoriser la qualification du bidonville comme lieu d'habitation dans leur plaidoirie et plaider le même traitement que les logements bâtis, en particulier au moment de la trêve hivernale. Les habitants les plus motivés vont venir en nombre pour assister à l'audience au tribunal et affirmer leur détermination à défendre leur droit à la ville.

Face à l'annonce de l'expulsion, les habitants expriment également une parole sensible dans l'espace public des délibérations, portée par leur expérience située et les émotions suscitées par l'événement. Lors d'une réunion publique avec la municipalité, une jeune mère du *platz* exprime son inquiétude d'être mise à la rue avec ses enfants en plein hiver et mobilise ses émotions et son expérience sensible pour verbaliser une prise de position collective. Cette mobilisation du registre émotionnel est transposée en stratégie de publicisation avec la diffusion d'un communiqué de presse par les familles et le collectif de soutien. La publicisation de l'événement permet de constituer un public élargi autour du partage de valeurs communes et de mutualiser des compétences militantes, attestant d'une forme de complémentarité et de collaboration entre expériences situées des expulsions et pratiques routinières du réseau militant local. La description du processus de mobilisation permet de distinguer plusieurs cercles de concernement et d'implication dans la situation. Au centre du cercle, les habitants du *platz* subissent l'événement en première ligne, en anticipant des conséquences matérielles directes et immédiates sur leur vie. Dans le cercle suivant les militantes du collectif de soutien en tirent un préjudice affectif, moral et politique car elles ont consacré du temps et de l'énergie à aider les familles au quotidien s'engageant dans des relations de sociabilité avec celles-ci. À la périphérie de ce cercle

d'acteurs affectés et agissants, on aura des personnes qui partagent un sentiment d'injustice à l'égard du sort des familles et qui vont l'exprimer par leur participation au rassemblement et mobiliser différentes compétences en lien avec une routine militante. Les acteurs vont ainsi expérimenter plusieurs formes de remédiation dans un jeu de circulation entre négociation informelle et délibération publique qui remet en cause la partition entre scène et coulisses et rend perméable la frontière entre espace public et espace privé. Cette posture d'observation incite à appréhender l'activité de mobilisation et de publicisation dans sa dimension plurielle et processuelle.

La dernière partie de la thèse valorise également les pratiques de contestation et de conspiration en coulisses en décrivant les petits arrangements négociés et concédés dans un jeu d'interactions réduit et confiné. A l'approche de l'expulsion et après avoir épuisé tous les délais obtenus, les discussions et tractations vont se resserrer autour d'un petit groupe d'acteurs (deux militantes du collectif de soutien, quatre habitants et deux élus) qui vont s'engager dans une stratégie de résolution discrète en vue de mettre en œuvre un déménagement secret. Portés par une ambiance de conspiration et contraints par l'illégalité de la nouvelle occupation, les acteurs pris dans la confidence vont devoir s'engager à tenir le secret produisant ainsi un processus de dé-publicisation du problème. La posture d'immersion ethnographique permet ainsi de dégager empiriquement une analyse complexe et située des formes de mobilisations en articulant délibération publique et petits arrangements informels et d'éprouver les jeux d'acteurs, d'échelles, d'espaces et de temporalité dans lesquels elles se déploient.

Conclusion: Pour une approche comparative des quartiers d'habitat précaire

Pour conclure cette présentation j'ébaucherai quelques prolongements envisagés suite à mon travail de thèse et quelques aspirations d'enquêtes à venir. Dans la continuité de mes recherches sur la thématique de la ville, je souhaiterais poursuivre mon travail d'enquête autour des expériences de l'habitat informel, des usages de l'espace urbain et des pratiques d'appropriation de la ville. J'ai pour ambition de développer des études comparatives portant sur d'autres formes d'habitat informel ou auprès d'autres populations discriminées ou marginalisées et de mettre en dialogue les données collectées durant ma thèse avec la situation dans d'autres pays. Je suis engagée depuis quelques mois dans un nouveau terrain de recherche qui porte sur deux quartiers gitans en Espagne et qui s'inscrit dans le prolongement de mon travail de thèse sur les politiques de ségrégation et de stigmatisation dans l'espace urbain et sur les pratiques de résistance et l'aspiration au droit à la ville des populations marginalisées. Cette nouvelle recherche pourra donner lieu plus largement à un projet d'enquête collective au niveau européen en vue d'initier un travail de comparaison avec d'autres quartiers gitans notamment en Espagne, en France et en Roumanie. Mon travail de thèse et ses prolongements s'inscrivent également dans un dialogue interdisciplinaire dans l'espace et dans le temps, à la fois avec

des collègues sociologues et géographes qui ont mené des enquêtes sur les quartiers d'habitat informel dans les pays du Sud, et aussi avec des collègues historiens qui ont travaillé sur les bidonvilles des années 60 en France.

Mots-clés: accès aux droits, bidonvilles, discriminations, ethnographie, habitat, mobilisations, ville.

Bibliographie sélective

AGIER Michel, 1999, L'invention de la ville. Banlieue, township, invasions et favelas, Paris, Editions des archives contemporaines.

AGUILERA Thomas, 2017, Gouverner les illégalismes urbains. Les politiques publiques face aux squats et aux bidonvilles dans les régions de Paris et de Madrid, Paris, Dalloz.

ANDERSON Nels, [1923] 2011, Le Hobo, Sociologie du sans-abri, Paris, Armand Colin.

BERRY-CHIKHAOUI Isabelle et DEBOULET Agnès (dir.), 2001, Les compétences des citadins dans le monde arabe : penser, faire et transformer la ville, Paris, Editions Karthala/IRMC.

CEFAÏ Daniel (dir.), 2010, L'engagement ethnographique, Paris, Éditions de l'EHESS.

DEWEY John [1927] 2010, Le public et ses problèmes, Paris, Gallimard.

DE CERTEAU Michel, 1990, L'Invention du quotidien. Tome 1 : Arts de faire, Paris, Gallimard.

ERDI LELANDAIS Gülçin et FLORIN Bénédicte, 2016, « Pratiques sociales et spatiales de résistances discrètes dans la ville », *Cultures et Conflits*, n° 101/1, p. 7-17.

FAVRET-SAADA Jeanne, 1981, Corps pour corps. Enquête sur la sorcellerie dans le bocage, Paris, Gallimard.

LEGROS Olivier et VITALE Tommaso, 2011, dossier « Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes : mobilités, régulations et marginalités », *Géocarrefour*, n° 86.

LEVY-VROELANT Claire (dir.), 2000, Logements de passage. Formes, normes, expériences, Paris, L'Harmattan.

PETONNET Colette, 1979, On est tous dans le brouillard, Paris, Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques.

SIMMEL Georg, 2013, Les grandes villes et la vie de l'esprit, Paris, Payot.

VÉNIAT Céline, 2018, « Se faire un platz dans la ville : décrire les pratiques d'appropriation de familles roumaines vivant en bidonville », *Espaces et sociétés*, n° 172-173/1, p. 127-142.

WHYTE WILLIAM FOOTE, [1943] 2002, Street Corner Society, Paris, La Découverte.